2. Flux financiers

Antoine Brawand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1100>

DOI : 10.4000/aspd.1100

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1981

Pagination : 295-313

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Antoine Brawand, « 2. Flux financiers », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 1 | 1981, mis en ligne le 19 janvier 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1100> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1100>

2. FLUX FINANCIERS

TRAITS MARQUANTS

a) Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement (Tableaux 2.1.)

Les flux suisses de capitaux ont connu une croissance très forte depuis 1970, non seulement en valeur nominale, mais par rapport au produit national brut. L'augmentation provient essentiellement du secteur privé. La structure des flux financiers suisses diffère fondamentalement de celle de l'ensemble des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 1980, les capitaux privés ont représenté 89 % des flux financiers suisses vers les pays en développement (CAD : 55 %). L'aide publique au développement occupe une place marginale. En pourcentage du produit national brut, la Suisse a cependant légèrement accru l'aide publique. Elle s'est ainsi un peu rapprochée de la moyenne du CAD située depuis dix ans à mi-chemin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies.

b) Relations entre le produit national brut (PNB), les flux de capitaux privés et l'aide publique au développement (Tableaux 2.2.)

Il ressort de la comparaison entre les pays membres du CAD qu'il n'existe pas de corrélation significative entre le PNB par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement. Il n'y a pas non plus de lien entre ces deux dernières variables. Ce fait apparaît encore mieux lorsqu'on compare des économies de taille semblable. Les cas de la Suède et de la Suisse sont intéressants : pour les flux privés, notre pays arrive de loin au 1er rang (en pourcent du PNB) mais pour l'aide publique il s'est situé au 13e rang en 1979. Au cours de la même année, la Suède a occupé le classement inverse (1).

c) Flux de capitaux privés (Tableaux 2.3.)

Les investissements de portefeuille (souscriptions d'obligations notamment) et les crédits bancaires ont augmenté le plus fortement depuis 1970. Les investissements directs ont perdu la première place, sans cesser pour autant

1. Notons toutefois qu'en 1979, les flux suédois de capitaux privés furent exceptionnellement bas.

de croître. Ce changement de structure manifeste l'extension de l'économie du crédit international. La Suisse y figure également au premier plan.

d) Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés (2.4.)

L'absence d'une statistique des flux financiers aller et retour, par catégories, par branches économiques et par pays gêne considérablement l'analyse ! Des chiffres déclarés par la Suisse ressortent toutefois quelques traits marquants des flux financiers privés destinés aux pays en développement :

- La majeure partie des **investissements directs** suisses se dirige seulement vers quelques pays, en Amérique latine (Brésil, Mexique et Argentine) et en Europe méridionale (Espagne). Ces pays sont fortement insérés dans l'économie mondiale et leur marché intérieur est important. Les investissements directs suisses dans les pays en développement représentent, semble-t-il, environ 10 % de la valeur totale investie à l'étranger.
- Les **crédits à l'exportation** ont beaucoup augmenté depuis dix ans. Plus de la moitié des crédits garantis concernent le Tiers Monde. La répartition régionale de ceux-ci dépend notamment de l'importance des débouchés, de l'utilisation de crédits fournisseurs et du recours à la garantie des risques à l'exportation.
- Les **emprunts sur le marché suisse des capitaux** (émission d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme) ont connu la croissance la plus rapide; les deux tiers sont des prêts bilatéraux et un tiers passe par le canal de la Banque mondiale ou des banques régionales de développement.
- Le haut degré d'agrégation de la statistique des **flux bancaires** et le mélange des opérations à court et à long termes cachent les mouvements qui se sont produits. On sait que les flux bancaires à court terme subissent des variations brusques. Le rôle des banques suisses dans le recyclage des capitaux pétroliers apparaît à travers quelques chiffres.

e) Aperçu sur les relations financières avec le monde (Tableaux 2.5.)

Selon la statistique des **exportations de capitaux soumises à autorisation** (montants de 10 millions de francs au moins) publiée par la Banque nationale suisse, les trois quarts des capitaux placés à l'étranger se dirigent vers les pays industrialisés et moins d'un quart vers les pays en développement. Cette information replace les flux financiers déclarés au Comité d'aide au développement dans leur contexte général. (Il serait encore plus intéressant de pouvoir comparer l'ensemble des exportations et des importations de capitaux !)

La Banque nationale suisse publie aussi une statistique des **avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés financières établies en Suisse**. L'importance des capitaux en provenance des pays pétroliers apparaît également. Dans plusieurs cas, les faits semblent cependant démentir l'idée largement répandue d'une redistribution des capitaux des régions bien pourvues vers les régions où ils manquent (1). La statistique des avoirs et engagements à titre fiduciaire, qui jouent un rôle croissant, montre même l'existence de phénomènes inverses !

REMARQUES

a) Interprétation des chiffres

Les statistiques des mouvements internationaux de capitaux sont fragmentaires. En ce qui concerne les relations financières de notre pays, la Banque nationale publie une balance (globale) des revenus. Elle fournit également des indications sur les exportations de capitaux (celles qui sont soumises à autorisation) et sur les avoirs et engagements bancaires envers l'étranger (voir tableaux du point 2.5.).

Des indications plus détaillées, mais valables seulement pour les relations avec les pays en développement, sont publiées chaque année par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris. On en trouvera un aperçu aux points 2.1. à 2.4. pour la Suisse et pour l'ensemble des pays membres du CAD (2).

Le recensement effectué par le CAD est incomplet : il concerne principalement les opérations financières réalisées par les agents économiques des pays membres. Il en découle des distorsions importantes :

- Les statistiques indiquent essentiellement les ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les flux de capitaux qui résultent d'opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement sont seulement partiellement comptés.
 - Les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore
1. Pour permettre un examen approfondi de cette question, il serait utile que la Banque nationale suisse fournisse une statistique plus détaillée des avoirs et engagements à l'étranger des banques et sociétés établies en Suisse.
 2. Les statistiques du CAD se fondent sur les réponses des pays membres à un questionnaire annuel (document confidentiel). Un aperçu de la déclaration de notre pays figure dans le *Memorandum de la Suisse au CAD* établi sous la responsabilité de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures.

flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

Les statistiques du CAD surestiment donc les ressources mises à la disposition des pays en développement et sous-estiment les flux inverses. Une partie des sorties de capitaux déclarés par les pays membres sont des ré-exportations. Cette remarque s'applique tout particulièrement à la place financière suisse.

Il est utile de se souvenir de ces distorsions au moment de consulter les tableaux statistiques. La plupart des données provenant de l'enquête du CAD, il n'a pas été possible de modifier les définitions qu'il a adoptées. Nous avons cependant indiqué les mouvements de capitaux privés avant l'aide publique au développement. Les flux financiers les plus importants apparaissent ainsi au début.

b) Classification géographique

La classification géographique correspond également aux définitions adoptées par le CAD. Elle diffère sensiblement des classifications que l'ONU (ou même l'OCDE) ont retenues pour leurs statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi le Sud de l'Europe (Portugal, Espagne, Gibraltar, Malte, Yougoslavie, Grèce, Chypre et Turquie) et deux pays socialistes d'Asie (la Chine et le Vietnam). Il importe de tenir compte de cette différence dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1) et des flux financiers (section 2). Pour plus de précisions, voir point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar :

1970 : 4,32

1979 : 1,6627

1980 : 1,6748

2.1. APERCU GENERAL DES FLUX FINANCIERS DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1970, 1979 et 1980)

Catégories	1970	1979	1980 p	1970	1979	1980 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	435,5	7.791,7	4.170,3	0,49	4,72	2,36
Aide publique au développement (2)	130,5	343,7	412,5	0,15	0,21	0,23
Autres apports publics (3)	-20,8	90,5	19,8	-0,02	0,05	0,01
Apports des organismes privés bénévoles (4)	47,2	85,3	105,9	0,05	0,05	0,06
Total	592,4	8.311,2	4.708,5	0,67	5,03	2,66
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché (= 1 + 3)</i>	<i>414,7</i>	<i>7.882,2</i>	<i>4.190,1</i>	<i>0,48</i>	<i>4,77</i>	<i>2,37</i>
<i>conditions libérales (= 2 + 4)</i>	<i>177,7</i>	<i>429,0</i>	<i>518,4</i>	<i>0,19</i>	<i>0,26</i>	<i>0,30</i>
PNB de la Suisse	88.800,0	165.200,0	177.000,0	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les **Flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché en provenance de l'économie privée. Différentes formes de flux privés sont présentées dans les tableaux des sections 2.3. et 2.4.
- L'**aide publique au développement** (APD) représente l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.
- Les **autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par les collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions défavorables. Dans le cas de la Suisse, il s'agit principalement de prêts de consolidation de dettes consentis par la Confédération.
- Les **apports des organisations privées bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif.

Sources :

- DDA, *La coopération suisse au développement*, Bulletin de statistiques, 1970 (tableau 1.1.1.) et 1979 (tableau 1.1.).
- DDA, Données provisoires pour 1980 communiquées en septembre 1981.
- BFS, Estimation du produit national brut (PNB) de 1980 annoncée le 18 septembre 1981.
- Voir également : *Memorandum de la Suisse au CAD* (document établi annuellement sous la responsabilité de l'OFAE).

2.1. APERÇU GÉNÉRAL DES FLUX FINANCIERS DESTINÉS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DÉCLARÉS PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1970, 1979 et 1980)

Catégories	1970	1979	1980 p	1970	1979	1980 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	7.018	47.973	42.428	0,35	0,74	0,59
Aide publique au développement (2)	6.946	22.413	26.748	0,34	0,35	0,37
Autres apports publics (3)	1.122	2.656	5.280	0,06	0,04	0,07
Apports des organismes privés bénévoles (4)	860	1.980	2.361	0,04	0,03	0,03
Total	15.946	75.023	76.817	0,79	1,16	1,06
dont flux assortis de :						
<i>conditions du marché</i> <i>(= 1 + 3)</i>	<i>8.140</i>	<i>50.629</i>	<i>47.708</i>	<i>0,40</i>	<i>0,78</i>	<i>0,66</i>
<i>conditions libérales</i> <i>(= 2 + 4)</i>	<i>7.806</i>	<i>24.393</i>	<i>29.109</i>	<i>0,39</i>	<i>0,38</i>	<i>0,40</i>
PNB des pays du CAD	2.019.000	6.475.000	7.214.000	100,00	100,00	100,00

Note :

La définition des rubriques est la même que celle du tableau précédent (classification établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE).

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen annuel, Annexe statistique, tableaux de la section A.
- OCDE, *Les ressources mises à disposition des pays en développement en 1980*, Communiqué de presse du 15.6.1981.
- OCDE, Direction de la coopération pour le développement, données provisoires pour 1980 communiquées en septembre 1981.

2.2. RELATIONS ENTRE LE PRODUIT NATIONAL BRUT, LES FLUX NETS DE CAPITAUX PRIVES ET L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

A. COMPARAISONS ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CAD (1979)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Produit national brut (PNB)				Flux nets de capitaux privés				Flux nets d aide publique			
	Montant		PNB par habitant		Montant		Part PNB		Montant		Part PNB	
	Mia \$	%	Dollars	Rang	Mio \$	%	%	Rang	Mio \$	%	%	Rang
Etats-Unis	2.368,8	36,6	10.740	8	12.008	24,7	0,51	7	4.684	20,9	0,20	15
Japon	1.011,6	15,6	8.730	12	4.689	9,7	0,46	8	2.637	11,8	0,26	12
Rép. féd. allemande	761,1	11,8	12.410	2	3.437	7,1	0,45	9	3.350	14,9	0,44	10
France	572,6	8,9	10.700	9	5.054	10,4	0,88	5	3.370	15,0	0,59	5
Royaume-Uni	395,9	6,1	7.080	15	11.317	23,3	2,86	2	2.104	9,4	0,52	8
Italie	324,0	5,0	5.700	17	3.305	6,8	1,02	4	273	1,2	0,08	17
Canada	222,4	3,4	9.390	10	919	1,9	0,41	10	1.026	4,6	0,46	9
Pays-Bas	150,7	2,3	10.740	7	477	1,0	0,32	11	1.404	6,3	0,93	2
Australie	119,5	1,9	8.320	14	182	0,4	0,15	16	620	2,8	0,52	7
Belgique	112,6	1,7	11.440	5	1.591	3,3	1,41	3	631	2,8	0,56	6
Suède	101,5	1,6	12.240	3	199	0,4	0,20	14	956	4,3	0,94	1
Suisse	99,4	1,5	15.320	1	4.686	9,7	4,72	1	207	0,9	0,21	13
Autriche	68,4	1,1	9.110	11	135	0,3	0,20	13	127	0,6	0,19	16
Danemark	59,9	0,9	11.700	4	156	0,3	0,26	12	448	2,0	0,75	4
Norvège	46,0	0,7	11.290	6	283	0,6	0,62	6	429	1,9	0,93	3
Finlande	40,6	0,6	8.540	13	82	0,2	0,20	15	86	0,4	0,21	14
Nouvelle-Zélande	20,0	0,3	6.390	16	7	0,0	0,04	17	61	0,3	0,30	11
Total	6.475,0	100,0	9.730		48.527	100,0	0,75		22.413	100,0	0,35	

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen 1980, Annexe statistique, Tableaux A.3., A.6., A.7. et H.1.
- OCDE, Direction de la coopération pour le développement, rectifications de montants des flux nets de capitaux privés communiquées en septembre 1981.

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR LA SUISSE (1970, 1979 et 1980)

Catégories	1970	1979	1980 p	1970	1979	1980 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Investissements directs	238,9	691,5	590,9	0,27	0,42	0,34
Crédits à l'exportation	96,0	1.024,6	299,5	0,11	0,62	0,17
Investissements de portefeuille	100,6	4.454,5	3.120,8	0,11	2,70	1,76
Flux bancaires	—	1.621,1	159,1	—	0,98	0,09
Total	435,5	7.791,7	4.170,3	0,49	4,72	2,36
PNB de la Suisse	88.800,0	165.200,0	177.000,0	100,00	100,00	100,00

Notes :

Les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE :

- Les flux d'**investissements directs** correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transferts de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est fondée sur les données communiquées par les entreprises.
- Les **crédits à l'exportation** sont des prêts, garantis ou non, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays bailleur des fonds.
- Les **investissements de portefeuille** comprennent deux types de flux :
 - Les apports bilatéraux : souscription d'obligations, de reconnaissances de dettes ("notes"), achat d'actions ordinaires (sans prise de participation), achat de biens immobiliers de caractère non commercial, etc.
 - Les apports multilatéraux : souscription d'obligations émises par les organisations internationales de développement, prêts, etc.
- Les **flux bancaires** représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes et leurs filiales à l'étranger vis-à-vis des pays en développement. Les opérations fiduciaires ne sont pas comptées.

Pour davantage de précisions concernant ces quatre catégories de flux, voir notes au bas des tableaux de la section 2.4.

Sources :

- DDA, *Bulletin de statistiques*, 1970 (tableau 1.1.1.) et 1979 (tableau 1.1.).
- DDA, Données provisoires pour 1980 communiquées en septembre 1981.
- BFS, Estimation du produit national brut (PNB) de 1980 annoncée le 18 septembre 1981.
- Voir également : *Memorandum de la Suisse au CAD* (document établi annuellement sous la responsabilité de l'OFAEE).

2.3. FLUX DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (fin)

B. MOUVEMENTS NETS DECLARES PAR L'ENSEMBLE DES PAYS MEMBRES DU CAD (1970, 1979 et 1980)

Catégories	1970	1979	1980 p	1970	1979	1980 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Investissements directs	3.690	13.492	9.235	0,18	0,21	0,13
Crédits à l'exportation	2.157	10.431	12.703	0,11	0,16	0,18
Investissements de portefeuille	1.171	24.050	20.490	0,06	0,37	0,28
Total	7.018	47.973	42.428	0,35	0,74	0,59
PNB des pays du CAD	2 019.000	6 475.000	7 214.000	100,00	100,00	100,00

Note :

La définition des rubriques est la même que celle du tableau précédent (classification établie par le CAD), mis à part les flux bancaires qui sont inclus ici dans les rubriques "Investissements directs", "Crédits à l'exportation" et "Investissements de portefeuille".

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Examen annuel, Annexe statistique, tableaux de la section A.
- OCDE, *Les ressources mises à disposition des pays en développement en 1980*, Communiqué de presse du 15.6.1981.
- OCDE, Direction de la coopération pour le développement, données provisoires pour 1980 communiquées en septembre 1981.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES DESTINES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS

1. Mouvements nets (1) par continents (1970, 1979 et 1980)

Continents	1970	1979	1980	1970	1979	1980
	En millions de francs			En % du total		
Europe du Sud	38,0	188,5	139,3	15,9	27,3	23,6
Amérique latine	185,4	368,5	332,6	77,6	53,3	56,3
Asie	7,3	80,0	77,2	3,1	11,5	13,1
Afrique	8,2	54,5	41,5	3,4	7,9	7,0
Total	238,9	691,5	590,9	100,0	100,0	100,0

1. Investissements bruts (y compris réinvestissements de bénéfices) moins rapatriement de capitaux (désinvestissements) = investissements nets. Les rapatriements de bénéfices ne sont pas pris en compte dans la statistique.

Note :

A fin 1976, la valeur cumulée des investissements directs suisses dans les pays en développement était estimée à près de 5 milliards de francs, soit un peu plus d'un dixième des investissements suisses à l'étranger (45,5 milliards). La répartition géographique était la suivante :

- Europe du Sud : 20 % (dont Espagne : 15 %)
- Amérique latine : 58 % (dans trois pays principalement : Brésil 25 %, Mexique 10 %, Argentine 9 %)
- Asie : 12 % (dont Inde : 2 %)
- Afrique : 10 %

Total : 100 % (dont les cinq pays susmentionnés : 61 %)

Chiffres tirés de :

UBS, *La Suisse en chiffres*, brochure annuelle et

F. BLUNTSCHELI, *Zu den Beziehungen zwischen schweizerischer Aussenwirtschafts- und Entwicklungspolitik*. Versuch einer Klärung und Orientierung im bestehenden Weltwirtschaftssystem, Adliswil, Institut für Sozialethik des SEK, 1980, pp. 121-122.

Source (pour les chiffres du tableau) :

OFAGE, *Memorandum de la Suisse au Comité d'aide au développement*, établi annuellement.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS (suite)

2. Mouvements nets par groupes de pays classés selon le produit national brut (PNB) par habitant (1979)

Groupes de pays selon le PNB par habitant	Population		Investissements nets en 1979	
	Mio hab.	%	Mio FS	%
Moins de 250 dollars	1.081	50,5	6,3	0,9
De 250 à 400 dollars	264	12,3	15,0	2,2
De 400 à 1.000 dollars	325	15,2	99,3	14,4
Plus de 1.000 dollars	469	21,9	570,6	82,5
Total	2.139	100,0	691,5	100,0

Source :

OFAEE, *Memorandum de la Suisse au CAD*. Pour la population des groupes de pays et le PNB par habitant (en 1978), voir : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1980, Annexe "Indicateurs du développement", tableau 1.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX (suite)

A. INVESTISSEMENTS DIRECTS (fin)

3. Effectifs du personnel employé par les entreprises suisses dans les pays en développement (1968, 1976 et 1980)

Continents	1968	1976	1980	1968	1976	1980
	Nombre de personnes			En % du total		
Europe du Sud	15.375	23.239	22.104	17,2	17,8	15,3
Amérique latine	49.571	69.228	86.068	55,3	53,2	59,6
Asie	16.984	25.540	26.925	18,9	19,6	18,6
Afrique	7.748	12.259	9.348	8,6	9,4	6,5
Total	89.678	130.266	144.445	100,0	100,0	100,0

Note :

L'administration fédérale ne publie pas la répartition par pays. Voici cependant quelques données (en %) :

Pays	1968	1976
Espagne	15,5	13,8
Brésil	23,5	22,9
Argentine	11,2	7,9
Mexique	7,4	6,3
Inde	10,3	9,2
Total pour ces cinq pays	67,9	60,1

Chiffres tirés de :

- G. ETIENNE, "Quelques caractéristiques des investissements privés suisses dans le Tiers Monde", dans : *Les investissements privés suisses dans le Tiers Monde* (Colloque-séminaire du 2-3 juillet 1971), Genève, IUHEI, 1971, p. 50.
- F. BLUNTSCHLI, *Zu den Beziehungen zwischen schweizerischer Aussenwirtschafts- und Entwicklungspolitik* (cf. référence sous le tableau A), p. 122.

Source (pour les chiffres du tableau) :

OFAEE, *Memorandum de la Suisse au CAD*.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

B. CREDITS A L'EXPORTATION

1. Mouvements nets (1) par continents (1970, 1979 et 1980)
Crédits (garantis et non garantis) de plus d'un an

Continents	1970	1979	1980
	En millions de francs		
Europe du Sud	59,5	50,0	-178,8
Amérique latine	128,0	501,6	1.008,9
Asie	-34,1	222,0	-625,4
Afrique	-57,3	267,2	81,6
Total	96,0	1.024,6	299,5

1. Nouveaux crédits moins remboursements = crédits nets.
Les intérêts ne sont pas déduits des apports de la Suisse.

Source : OFAEE, *Memorandum de la Suisse au CAD*.

2. Montant des garanties assumées par la Confédération (1970, 1979 et 1980)
Livraisons aux pays en développement et à l'ensemble du monde

Groupes de pays	1970	1979	1980	1970	1979	1980
	En millions de francs			En % du total		
Europe du Sud	515	2.657	2.531	22,0	19,1	17,6
Amérique latine	825	2.317	3.312	35,3	16,7	23,1
Asie	712	4.934	4.609	30,5	35,5	32,1
Afrique	284	3.985	3.896	12,2	28,7	27,2
Total						
pays en développement	2.336	13.893	14.348	100,0	100,0	100,0
Ensemble du monde	3.378	25.470	25.282	100,0	100,0	100,0
Pays industrialisés		8.979	8.593		35,3	34,0
Pays socialistes	1.042	2.598	2.341	30,8	10,2	9,3
Pays en développement	2.336	13.893	14.348	69,2	54,5	56,7

Source :

OFAEE, Service de la garantie des risques à l'exportation (GRE), Documentation pour la presse concernant les comptes annuels de la GRE, 1971, 1980 et 1981.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (suite)

C. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

1. Emprunts nets (1) sur le marché suisse des capitaux (1970, 1979 et 1980)

Emprunteurs	1970	1979	1980 p	1970	1979	1980 p
	En millions de francs			En % du total		
Institutions internationales de financement du développement (2)	29,5	958,4	1.133,7	29,3	21,5	36,3
Pays en développement	71,1	3.496,1	1.987,1	70,7	78,5	63,7
Total	100,6	4.454,5	3.120,8	100,0	100,0	100,0

1. Emprunts sous forme d'obligations et de reconnaissances de dette à moyen terme ("notes") que les banques placent auprès du public ou auprès de leurs principaux clients. Les montants empruntés par les pays en développement comprennent aussi des crédits bancaires.

Les chiffres figurant dans le tableau représentent en principe des mouvements nets de capitaux (nouveaux emprunts moins remboursements). La statistique ne prend pas en compte les paiements d'intérêts effectués par les débiteurs.

2. Banque mondiale et banques régionales de développement.

Source : OFAEE, *Memorandum de la Suisse au CAD*.

2.4. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FLUX SUISSES DE CAPITAUX PRIVES (fin)

D. FLUX BANCAIRES

1. Variations des avoirs nets (1) des banques vis-à-vis des pays en développement (1970, 1979 et 1980)

Continents	1970	1979	1980
	En millions de francs		
Europe du Sud	—	247,7	1.254,3
Amérique latine	—	1.920,4	931,1
Asie	—	-999,3	-2.254,1
<i>Export. pétrole à excédents de capitaux (2)</i>	—	—	-2.294,3
<i>Autres pays d'Asie</i>	—	—	40,2
Afrique	—	452,3	227,8
Total	—	1.621,1	159,1

1. Variation annuelle des avoirs (moins engagements) à court et à long termes, qui figurent dans les bilans des banques établies en Suisse et de leurs comptoirs à l'étranger (bilans consolidés).
Cette statistique ne comprend ni les crédits à l'exportation (voir tableau 2.4.B.1.) ni les crédits bancaires compris dans le montant des emprunts sur le marché suisse des capitaux (voir tableau 2.4.C.1., note 1).
2. Pays de l'OPEP "à excédents de capitaux" (définition de la Banque mondiale) : Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar.

Source : OFAEE, *Memorandum de la Suisse au CAD*.

2.5. APERCU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE

A. EXPORTATIONS DE CAPITAUX SOUMISES A AUTORISATION (1) (1979 et 1980)

Groupes de pays	1979	1980	1979	1980
	En millions de francs		En % du total	
Pays industrialisés	20.621	16.930	76,7	72,6
dont : <i>organisations européennes de développement (2)</i>	729	907	2,7	3,9
Pays socialistes d'Europe	1.423	722	5,3	3,1
Pays socialistes d'Asie	50	112	0,2	0,5
Pays en développement	4.776	5.558	17,8	23,8
dont : <i>OPEP</i>	706	434	2,6	1,9
<i>autres pays</i>	2.885	3.430	10,8	14,7
<i>organisations internationales de développement (3)</i>	1.185	1.694	4,4	7,3
Total	26.870	23.322	100,0	100,0

1. Il s'agit de montants de 10 millions de francs au moins.
2. Banque européenne d'investissement (BEI), Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Euratom, Fonds de Rétablissement du Conseil de l'Europe, etc.
3. Banque mondiale et banques régionales de développement (Asie, Amérique, etc.).

Source : BNS, *Bulletin mensuel*, août 1980 et 1981, tableaux 33 et 34.

Note :

Les exportations de capitaux soumises à autorisation (selon l'article 8 de la loi sur les banques) ont principalement eu lieu sous la forme d'emprunts étrangers, d'émission de "notes" (reconnaisances de dettes), de crédits financiers et de crédits à l'exportation. La BNS précise à ce sujet : "une part importante des emprunts étrangers et des 'notes' est acquise par des non-résidents, et ne peut être considérée comme une véritable exportation de capitaux" (*Les banques suisses en 1979*, p. 39).

2.5. APERCU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (suite)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans (au 31 décembre 1980)

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture
	En millions de francs			Avoirs/Engag.
Rép. féd. d'Allemagne	12.412,9	6.730,4	5.682,5	1,84
France	12.340,7	12.281,0	59,7	1,00
Royaume-Uni	28.637,9	22.848,6	5.789,3	1,25
Italie	5.879,2	7.569,3	-1.690,1	0,78
Belgique	5.053,5	3.315,6	1.737,9	1,52
Pays-Bas	4.865,0	4.066,9	798,1	1,20
Luxembourg	7.559,2	4.207,1	3.352,1	1,80
Autriche	5.629,8	1.783,2	3.846,6	3,16
Danemark	3.182,1	462,6	2.719,5	6,88
Suède	2.749,8	684,8	2.065,0	4,02
Norvège, Finlande	3.772,8	447,8	3.325,0	8,43
Espagne	3.424,2	3.340,0	84,2	1,03
Portugal	598,5	532,6	65,9	1,12
Liechtenstein	3.733,5	5.620,6	-1.887,1	0,66
Reste de l'Europe occidentale (1)	4.061,5	3.541,9	519,6	1,15
Europe orientale (2)	5.610,2	1.278,6	4.331,6	4,39
Etats-Unis	18.226,6	18.073,1	153,5	1,01
Canada	4.004,3	1.234,3	2.770,0	3,24
Zone des Caraïbes (3)	7.985,1	5.242,3	2.742,8	1,52
Amérique centrale (4)	8.738,2	4.432,5	4.305,7	1,97
Argentine	2.470,9	1.100,7	1.370,2	2,24
Brésil	3.125,1	950,4	2.174,7	3,29
Reste de l'Amérique du Sud	4.367,1	3.171,1	1.196,0	1,38
Afrique du Nord (5)	1.077,8	575,9	501,9	1,87
Afrique du Sud	1.391,8	593,5	798,3	2,35
Reste de l'Afrique	3.047,6	2.360,5	687,1	1,29
Israël	629,2	1.086,3	-457,1	0,58
Liban	581,8	1.034,3	-452,5	0,56
Autres pays du Moyen-Orient (6)	4.422,7	13.991,4	-9.568,7	0,32
Inde	117,6	408,4	-290,8	0,29
Pakistan	69,7	115,6	-45,9	0,60
Japon	4.703,8	1.064,4	3.639,4	4,42
Singapour	1.331,0	769,9	561,1	1,73
Rép. pop de Chine	190,5	257,0	-66,5	0,74
Reste de l'Asie et reste de l'Océanie	3.470,9	3.973,2	-502,3	0,87
Australie, Nouvelle-Zélande	1.652,4	231,1	1.421,3	7,15
Total selon bilan (7)	181.114,9	139.376,9	41.738,0	1,30

Voir notes p. 313.

2.5. APERCU DES RELATIONS FINANCIERES AVEC LE MONDE (fin)

B. AVOIRS ET ENGAGEMENTS A L'ETRANGER DES BANQUES ET DES SOCIETES FINANCIERES ETABLIES EN SUISSE (Répartition par pays)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire (au 31 décembre 1980)

Pays	Avoirs	Engagements	Solde	Couverture
	En millions de francs			Avoirs/Engag.
Rép. fédérale d'Allemagne	5.604,3	3.854,4	1.749,9	1,45
France	13.122,2	9.303,5	3.818,7	1,41
Royaume-Uni	18.646,7	6.520,0	12.126,7	2,86
Italie	1.348,9	10.950,4	-9.601,5	0,12
Belgique	13.290,0	3.041,8	10.248,2	4,37
Pays-Bas	25.077,1	1.113,0	23.964,1	22,53
Luxembourg	24.089,0	1.152,0	22.937,0	20,91
Autriche	1.377,8	534,1	843,7	2,58
Danemark	137,2	56,4	80,8	2,43
Suède	449,9	182,9	267,0	2,46
Norvège, Finlande	104,6	135,3	-30,7	0,77
Espagne	119,7	2.190,3	-2.070,6	0,05
Portugal	16,6	876,3	- 859,7	0,02
Liechtenstein	278,0	13.366,4	-13.088,4	0,02
Reste de l'Europe occidentale (1)	777,2	4.194,3	-3.417,1	0,19
Europe orientale (2)	200,2	49,4	150,8	4,05
Etats-Unis	1.745,0	2.028,2	-283,2	0,86
Canada	1.848,4	644,0	1.204,4	2,87
Zone des Caraïbes (3)	5.830,1	2.920,5	2.909,6	2,00
Amérique centrale (4)	670,9	10.565,0	-9.894,1	0,06
Argentine	405,7	1.124,5	-718,8	0,36
Brésil	207,1	1.245,9	-1.038,8	0,17
Reste de l'Amérique du Sud	751,1	1.508,6	-757,5	0,50
Afrique du Nord (5)	216,9	790,2	-573,3	0,27
Afrique du Sud	69,6	392,7	-323,1	0,18
Reste de l'Afrique	982,1	3.964,9	-2.982,8	0,25
Israël	122,7	850,4	-727,7	0,14
Liban	19,6	2.270,8	-2.251,2	0,01
Autres pays du Moyen-Orient (6)	495,7	14.104,5	-13.608,8	0,04
Inde	2,7	453,6	-450,9	0,01
Pakistan	5,0	339,5	-334,5	0,01
Japon	62,4	236,6	-174,2	0,26
Singapour	353,8	237,7	116,1	1,49
Rép. pop. de Chine	20,1	50,8	-30,7	0,40
Reste de l'Asie et reste de l'Océanie	643,4	1.714,9	-1.071,5	0,38
Australie, Nouvelle-Zélande	314,8	223,9	90,9	1,41
Total selon bilan	119.406,5	103.187,7	16.218,8	1,16

Voir notes p. 313.

Notes des tableaux 2.5.B.1. et 2.5.B.2.

1. Andorre, Gibraltar, Grèce, Irlande, Islande, Yougoslavie, Malte, Monaco, Turquie, Vatican, Chypre.
2. Albanie, Bulgarie, Rép. dém. allemande, Pologne, Roumanie, URSS, Tchécoslovaquie, Hongrie.
3. Antilles Néerlandaises, Iles Bahamas, Iles Bermudes, Iles Cayman, Rép. dominicaine, Haïti, Jamaïque, Iles Vierges, Cuba, Indes occidentales, Trinidad/Tobago.
4. Mexique, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama.
5. Maroc, Algérie, Tunisie.
6. Irak, Iran, Jordanie, Koweït et autres territoires du golfe Persique, Arabie saoudite, Syrie, Yémen, Libye, Egypte.

Note du tableau 2.5.B.1.

7. Y compris les opérations réalisées par les comptoirs à l'étranger des banques suisses; ces opérations forment le 34 % de l'ensemble des avoirs à l'étranger et le 39 % de l'ensemble des engagements envers l'étranger.

Source : BNS, *Les banques suisses en 1980*, à paraître. (Chiffres obtenus en septembre 1981.)